



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES  
CONCLUS PAR LE GROUPE II AU TITRE DE LA GESTION 2011**

MINISTERE DES TRANSPORTS TERRESTRES, DES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

(MTTTFAT)

**RAPPORT FINAL**

**JUIN 2013**

**PRESENTE PAR:  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail [sspm@sspm.sn](mailto:sspm@sspm.sn)

## TABLE DES MATIERES

<b>I. SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....	5
1.2. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT .....	6
1.2.1. Echantillon .....	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés .....	7
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière.....	8
1.2.4. Constats relatifs à l'exécution physique .....	8
1.3. RECOMMANDATIONS .....	8
<b>II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....</b>	<b>9</b>
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION.....	9
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	9
<b>III. SÉLECTION DES MARCHES A AUDITER .....</b>	<b>12</b>
<b>IV. MÉTHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES .....</b>	<b>14</b>
4.1. ÉTAPES DE LA MISSION .....	14
4.2. ACTIVITÉS PRÉALABLES AU DÉMARRAGE DE LA MISSION .....	14
4.2.1. La Préparation de la mission .....	14
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	16
4.3. REVUE DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	16
4.4. AUDIT DE L'EXÉCUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	18
4.5. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE LA REVUE.....	19
4.6. SYNTHÈSE DES CONSTATS ET APPRÉCIATION DES TENDANCES GÉNÉRALES .....	19
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE .....	20
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	21
<b>V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE.....</b>	<b>21</b>
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE .....	21
5.2. LES ORGANES CHARGÉS DE LA PASSATION DES MARCHES.....	23
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	23
5.2.2. La Commission des Marchés .....	24
5.3. LES ORGANES DE CONTRÔLE ET DE RÉGULATION .....	24
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP) .....	24
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) .....	24
5.4. MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LE DÉCRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS .....	25
<b>VI. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS TERRESTRES, DES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET DE L'AMÉNÈGEMENT DU TERRITOIRE .....</b>	<b>26</b>
6.1. LE DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DU MTTTFAT.....	27
6.1.1. La Commission des Marchés (CM) .....	27
6.1.2. La Cellule de Passation des Marchés (CPM) .....	27
6.1.3. Plan de Passation des Marchés (PPM) .....	27
6.1.4. L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) .....	27
<b>VII. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXÉCUTION DES MARCHES.....</b>	<b>28</b>
<b>7.1 AUDIT DES PROCÉDURES.....</b>	<b>29</b>
7.2. AUDIT DE L'EXÉCUTION FINANCIÈRE.....	42
7.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier.....	42

7.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière.....	42
7.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	43
7.3.1. Vérification de l'existence physique des acquisitions .....	43
<b>VIII. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>44</b>
8.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....	44
8.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU FRACTIONNEMENT .....	44
8.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP .....	44
8.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION L'ATTRIBUTION DEFINITIVE .....	44
8.5. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DU MTTTFAT EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES .....	44
8.6. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE .....	45
<b>IX. ANNEXE : LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE .....</b>	<b>46</b>

## SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
MTTTFAT	Ministère des transports terrestres, des transports ferroviaires et de l'Aménagement du Territoire
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX**

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par le Ministère des transports terrestres, des transports ferroviaires et de l'Aménagement du territoire (**MTTTFAT**), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le MTTTFAT, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

### ***1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics***

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du MTTTFAT se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

La Commission des marchés et la Cellule de passation des Marchés pour la conduite des opérations de passation des marchés ont été mises en place durant l'exercice budgétaire 2011, conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés publics.

- **Rapport annuel**

Le Rapport annuel sur les marchés publics 2011 de la Cellule de Passation des Marchés exigible avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 143 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics, n'a pas été présenté à la mission.

- **Plan de Passation des Marchés (PPM) et Avis général de Passation des Marchés (AGM)**

Au titre de l'année 2011, le MTTTFAT a établi un Plan de Passation des Marchés et publié un Avis général de Passation des Marchés.

Le PPM a été élaboré et publié sur le site des marchés publics. Cependant, il ne comprend pas l'ensemble des marchés passés par le Ministère comme indiqué dans la partie suivante relative aux constats d'audit. Par conséquent, ces marchés non-inscrits ont été passés en violation du CMP et sont frappés de nullité.

## *1.2. Constats relatifs à l'audit*

### **1.2.1. Echantillon**

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés publics.

A ce propos, nous avons constaté que les acquisitions effectuées au titre de la gestion 2011 ont été passées par DRP. Ainsi, vingt et un (21) marchés ont été remis à la mission et portent sur un montant global de **soixante-treize millions sept cent quarante-six mille quatre cent treize Francs (73.746.413 F CFA TTC)**.

Cependant, en procédant à des contrôles sur l'exhaustivité des marchés, notamment sur le carnet d'enregistrement des entrées de stocks, nous avons identifié sept (7) marchés dont trois (3) faisaient plus de vingt millions de FCFA TTC et n'avaient pas été présentés à la mission. L'explication qui a été donnée à la mission est, qu'avec la mise en place du nouveau Ministère des infrastructures et des transports (MIT), beaucoup de documents sont stockés dans des cartons placés à différents endroits. De plus, les données du SIGFIP que nous avons reçues ne nous semblent pas comporter tous les

marchés devant faire l'objet de revues. **C'est pourquoi, nous émettons des réserves sur l'exhaustivité des marchés présentés à la mission par le MTTTFAT au titre de la gestion 2011.**

Les vérifications ont porté sur un échantillon de douze (12) marchés sur les vingt (21) remis à la mission concernant l'exercice 2011, pour un montant de **quarante millions trois cent dix-neuf mille six cent quarante et un Francs CFA TTC (40.319.641 F CFA TTC)** soit un taux de couverture des marchés de 54,67%.

**Rappel des seuils applicables au MTTTFAT en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

### 1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les vérifications ont permis d'établir les constats suivants :

- Le non-respect des seuils de passation des marchés (articles 6, 53, 54) ayant entraîné plusieurs cas de fractionnement sur les 10 marchés de fourniture de bureau vérifiés comme le montre le tableau récapitulatif des DRP;
- la non inscription de marchés sur le PPM du Ministère en violation des dispositions de l'article 6 du CMP;
- la non publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics pour tous les marchés vérifiés et la non-élaboration de dossier de DRP conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 pour tous les marchés;
- des spécifications techniques non établies dans les dossiers de consultation, ce qui ne facilite pas la comparaison des offres sur la base de critères autres que le prix pour tous les marchés ;
- absence de maîtrise des procédures de passations de marchés, en particulier celles relatives aux DRP, par les membres des CM et de la CPM ;
- archivage défectueux des documents de marchés qui sont dispersés dans différents services et difficiles à retrouver.

### **1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière**

Le Service de l'Administration Générale et de l'équipement (SAGE) a établi les demandes de paiement en y adjoignant les pièces justificatives et a transmis aux services du Trésor pour paiement. La mission n'a pas relevé d'anomalies majeures lors des contrôles.

### **1.2.4. Constats relatifs à l'exécution physique**

Il a permis de constater que le matériel, les équipements et toutes les fournitures de bureau du MTTTFAT et objet des marchés vérifiés, ont été reversés au MIT. Un procès-verbal a été établi à cet effet entre les comptables matières des deux structures. Tout ce qui figure sur le procès-verbal a été stocké dans deux magasins, un pour les matériels et équipements de bureaux et un pour les fournitures de bureau. Ces magasins sont aujourd'hui très étroits et cette situation rend impossible les vérifications souhaitées.

Toutefois, la mission a relevé l'existence de fiches et carnets de sorties tenues par le Comptable matière du Ministère.

## ***1.3. Recommandations***

A l'issue des constats relevés dans le présent rapport, les recommandations suivantes ont été formulées:

- recenser de manière exhaustive les acquisitions effectuées et initier des marchés par appels d'offres ouverts lorsque les seuils sont fixés sont atteints, conformément à l'article 53 du CMP ;
- inscrire tous les marchés sur le PPM du Ministère;
- renforcer les capacités des membres de la Cellule de Passation des Marchés pour une meilleure maîtrise de la procédure de DRP, dans la mesure où des faiblesses existent toujours malgré les formations reçues ;
- respecter le délai de 5 jours entre la date d'émission des convocations des membres de la CM et la date fixée pour la séance d'ouverture des plis ou d'attribution des marchés;
- préciser de manière exhaustive les spécifications techniques dans les dossiers de DRP ;



- Communiquer à la DCMF pour publication dans le portail des marchés publics les résultats des DRP conformément aux dispositions de l'alinéa 3 b de l'article 78 du CMP ;
- former et sensibiliser tout le personnel du MTTTFAT intervenant sur la chaîne de passation des marchés, aux procédures du nouveau Code des marchés publics,
- mettre en place toute la documentation sur les marchés depuis l'élaboration du budget jusqu'à l'exécution définitive du marché au niveau de la nouvelle CPM.
- Trouver des salles plus grandes pour le stockage et l'entreposage des matériels, équipements et fournitures qui font l'objet d'acquisition, ce qui pourrait contribuer à faciliter les vérifications lors des audits ou même des inventaires à faire périodiquement par le Comptable matière.

## **II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### ***2.1. Contexte de la mission***

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

### ***2.1. Objectifs de la mission***

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et

procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;

- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;

- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

### **III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER**

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

Sous réserve des redressements qui seront opérés après les contrôles d'exhaustivité des informations collectées au niveau des autorités contractantes, on peut dégager les conclusions suivantes :

- En ce qui concerne les Ministères, tous les marchés passés par appels d'offres identifiés lors des rencontres préliminaires seront passés en revue, puisque pour chaque catégorie, la population est inférieure à 10. En ce qui concerne les collectivités locales du Groupe II, on retiendra sur la liste des contrats à passer en revue, les 4 marchés et DRP identifiés pour la Commune de Saint-Louis et l'unique contrat passé par entente directe par la Commune de Fatick, auxquels s'ajouteront 4 DRP sur les 25 conclues par cette dernière.
- Au niveau des sociétés nationales et sociétés à participation publique majoritaire, 285 contrats ont été recensés dont 183 DRP, sous réserve de vérifications lors des tests d'exhaustivité. La sélection sera faite sur la base des modalités établies pour chaque catégorie. Les 13 marchés par entente directe identifiés seront inscrits d'office sur la liste des contrats à auditer.
- Quant aux 8 agences du groupe, les premières informations collectées font état de 160 contrats et 107 DRP. En dehors de l'AGEROUTE et des ADS, toutes les autres agences du groupe verront l'ensemble de leurs marchés inscrits sur la liste des marchés à auditer.

Les tableaux relatifs aux statistiques sur les marchés recensés auprès de l'ensemble des autorités contractantes ciblées sont joints en annexe 2.

## IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

### *4.1. Etapes de la mission*

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

### *4.2. Activités préalables au démarrage de la mission*

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

#### **4.2.1. La Préparation de la mission**

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements,

attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.

- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

#### **4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège**

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

#### ***4.3. Revue des procédures de passation des marchés***

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.



En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;

- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

#### *4.4. Audit de l'exécution physique des marchés*

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc..., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

#### *4.5. Contrôle de la qualité de la revue*

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

#### *4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales*

Pour chaque structure audité, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

#### *4.7 .Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe*

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges sur la base des décisions de l'ARMP recensées concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

#### *4.8. Restitution des rapports*

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

### **V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

#### *5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;

- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;

- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

## *5.2. Les organes chargés de la passation des marchés*

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

### **5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés

### **5.2.2. La Commission des Marchés**

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

## ***5.3. Les organes de contrôle et de régulation***

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

### **5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)**

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

### **5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;



- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

#### *5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics*

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

## **VI. PRESENTATION DU MINISTERE DES TRANSPORTS TERRESTRES, DES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET DE L'AMENEGEMENT DU TERRITOIRE**

Le MTTTFAT se présente comme suit :

### **Cabinet et services rattachés**

- Inspection interne ;
- Cellule de Coordination du Programme sectoriel des Transports ;
- Centre de Contrôle technique des Véhicules automobiles ;
- Cellule d'Information, de Communication, de Documentation et de Relations publiques.

### **Secrétariat général**

#### **Directions et services:**

- Direction des Transports routiers ;
- Direction des Transports ferroviaires ;
- Direction de la Circulation et de la Sécurité routières ;
- Service de l'Administration générale et de l'Equipement.

### **Autres Administrations**

- Agence nationale de l'Aménagement du territoire (ANAT) ;
- Agence des Nouveaux Chemins de Fer (ANCF).

### **Etablissement public**

- Conseil exécutif des Transports urbains de Dakar (CETUD).

### **Sociétés nationales**

- Société Dakar DEM DIK ;
- Société anonyme du Petit Train de Banlieue (PTB s.a)

### *6.1. Le dispositif des marchés publics au sein du MTTTFAT*

#### **6.1.1. La Commission des Marchés (CM)**

La CM a été mise en place par arrêté du Ministre n°2349/MTTTFAT du 09 mars 2011. Elle comprend 03 membres avec des suppléants ; tous ont signé la charte de transparence et d'éthique (CTE). Le rapporteur des travaux de la CM a été désigné dans cet acte parmi un des membres qui est déjà au niveau de la CPM. Ce qui n'est pas conforme à l'arrêté n°11588 relatif aux CM et à l'Arrêté n°11586 sur les CPM.

#### **6.1.2. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

La CPM a été mise en place par arrêté du Ministre n°2351/MTTTFAT du 09 mars 2011 et comprend sept (07) personnes.

Les documents de marchés ont été conservés jusqu'à présent au niveau de la CPM mais avec le dernier gouvernement, ils sont conservés au niveau de l'ancien comptable matière du Ministère. La mission a donc eu à travailler avec ce dernier pour retracer les opérations de passation des marchés. C'est également ce qui explique les difficultés rencontrées dans la collecte des données. Bien qu'étant dispersés, les documents ont fait l'objet d'archivage et de classement. Les données financières sur les paiements non disponibles à la CPM, ont été recueillies avec le concours du COF du Ministère des Infrastructures et des Transports.

#### **6.1.3. Plan de Passation des Marchés (PPM)**

Le PPM a été élaboré et publié sur le site des marchés publics. Il ne comprend pas l'ensemble des marchés vérifiés. Seuls 07 marchés sur 12 de l'échantillon y sont inscrits comme le montre le tableau ci-dessous.

Il en découle que tous les marchés non-inscrits ont été passés en violation du CMP et sont frappés de nullité

#### **6.1.4. L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM)**

L'AGPM a été élaboré et publié dans le journal quotidien « L'AS » du 31 janvier 2011. Les mentions requises y figurent.

## VII. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

La présente revue concerne les marchés passés par DRP par le Service de l'Administration Générale et de l'Équipement (SAGE) durant l'exercice 2011.

Le tableau ci-dessous donne un résumé de la situation des marchés passés par DRP durant l'exercice 2011 et vérifiés par la mission. Un échantillon de 12 marchés sur 21, portant sur un montant cumulé de 40.319.641 FCFA TTC a fait l'objet de revue. Le montant des 21 marchés en 2011 est estimé à 73.746.413 FCFA TTC.

Sur l'échantillon constitué, 10 DRP ont été identifiées comme résultant d'un fractionnement : ces 10 opérations qui totalisent un montant de 26.322.329 FCFA TTC auraient dû donner lieu à un marché passé par appel d'offres ouvert, conformément aux exigences du CMP.

**NB :** *Il est à noter cependant que sur le carnet des bons d'entrée, la mission a noté des entrées pour 7 prestataires dont les dossiers de marché n'ont pas été remis. Par rapport à cette situation, la mission émet des réserves sur l'exhaustivité des dépenses qui lui ont été présentées.*

**Tableau récapitulatif des Demandes de Renseignements et de Prix (D .R.P)**

n°	attributaires	titres des marches	montants des marchés FCFA TTC	observations
1	ETS DAROU RAH MANE	fourniture consommable informatique	699 976	FRACTIONNEMENT
2	SERIGNE NAURY GAYE	fourniture consommable informatique	2 999 545	
3	RABY MULTISERVICE	fourniture de bureau	1 999 510	
4	WORLD SERVICES	fourniture de bureau	172 929	
5	ETS MBOLO	fourniture de bureau	1 598 015	
6	MTC DISTRIBUTION	fourniture de bureau	5 997 350	
7	MBS	fourniture de bureau	2 355 280	
8	SERIGNE NAURY GAYE	fourniture de bureau	2 499 830	
9	ELITE PRESTIGE INTERNATIONAL	fourniture de bureau	5 999 946	
10	ETS DAROU	fourniture de bureau	2 499 948	

	<b>RAHMANE</b>			
<b>11</b>	<b>RABY MULTISERVICES</b>	Travaux de désinfection et dératisation des locaux du cabinet et des différentes directions	<b>3 499 939</b>	
<b>12</b>	<b>PRESS HIGH TECH</b>	Travaux de plomberie, d'électricité et de peinture	9 997 373	
			40619441	

### *7.1 Audit des procédures*

#### **1) Marché de fourniture de bureau d'un montant de 1 598 015 FCFFA TTTC attribué à ETS DAROU RAHMANE**

Le présent marché n'a pas été inscrit sur le PPM et a fait l'objet de fractionnement.

Le dossier de consultation est constitué d'une lettre d'invitation n°1592/MTTTFAT/CAB/SAGE du 21/10/2011, comprenant la liste de fournitures de bureau à acquérir.

Les offres des soumissionnaires présentées à la mission sont composées de factures proforma comprenant leur proposition financière. Cinq fournisseurs ont été consultés par l'autorité contractante. Il s'agit de :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
MBOLO	Avenue jean jaures Dakar _ Senegal	404 306 42V1	Sn DKR 2009 A 7550	77 250 23 39
AC TECHNOLOGIE	G 30 scat urban	2352 41 7D6		
ROYAL GRAPHIC	9107, sacré cœur 3	20968751 R1	SN DKR 2003 M 16281	33 867 19 52
MOI SENEGAL	183 ; HLM grand medine	4410220B1	SN DKR 2008B	77 513 23 74
GIE MAME THIEBO	Rue 31x06 Medina	25972952	SN DKR 2006 C 64352/B6	33 842 60 77

Les offres des candidats sont archivées.

L'ouverture des plis a eu lieu le 20/10/2011 à 10 h en présence des membres de la CM habilités. L'évaluation des offres a été conduite par ces derniers et le marché a été attribué au candidat ayant soumis l'offre évaluée moins disant.

Un contrat a été signé le 20 octobre 2011 entre l'autorité contractante et le titulaire. Le délai d'exécution des prestations n'y est pas précisé. Il est fixé par ailleurs à un mois.

La réception des fournitures a été effectuée le 24/11/2011 par la Commission de réception. Des écarts n'ont pas été relevés sur les livraisons. Le bordereau de livraison et la facture du titulaire ont été fournis à cet effet.

Les fournitures ont été entrées en stock. C'est ce que fait ressortir les fiches et bons d'entrées établies à cet effet. Le contrôle physique s'avère, cependant, difficile avec le reversement des reliquats de fournitures de bureau au comptable matière du MIT. Un procès-verbal a été établi à cet effet. Des cartons de fournitures de bureau, posés en vrac à même le sol dans le magasin du MIT, sont supposés être ceux reçus du MTTTFAT.

### Conclusions :

*Il ressort de la vérification de la DRP que le déroulement de la procédure n'a pas été satisfaisante à cause du fractionnement constaté avec d'autres DRP portant sur le même objet comme le montre le tableau ci-dessus.*

## **2) Fourniture de bureau pour un montant de 1.999.510 F CFFA TTC attribué à RABY MULTISERVICE**

Le marché ne figure pas sur le PPM et fait l'objet de fractionnement. Cinq candidats ont été consultés par lettre n°1093/MTTTFAT/CAB/SAGE du 27 juin 2011. Il s'agit de :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
RABY MULTI SERVICES	Rue marsat x reims Dakar / ouest foire villa n° 08	4394722B1		33 822 31 02
CO.MU.SEN	147 libertevI extension	22 602 802 R2	DK 22003_B _4688	33 867 28 03
BELLY COMMERCE INDUSTRIE	PA unite 20, villa n° 36	09751462R1	DKR2006A16970	33 825 96 83
COMPTOIRE COMMERCIAL D'INDUSTRIE	P.A U 20 villa n°36	29536612R1	DKR 2008 A2575	77 262 62 84
GIE LE CAP VERT	Hlm 1 villa n°424			77 647 04 10

L'examen du PV d'ouverture des plis montre que tous les 5 candidats consultés ont répondu à la consultation.

L'ouverture des plis, sanctionnée par PV, a été effectuée le 07 juillet 2011 à 10H, en présence des 3 membres de la CM. L'attributaire a été désigné durant la séance.

L'attributaire a été informé par lettre de même que les candidats non retenus. Un contrat a été signé avec le prestataire. La livraison des prestations a fait l'objet de PV de réception et de bordereau de livraison le 01/08/2011.

Le paiement a été fait par le Trésor à la suite du bon d'engagement n°11-576391 du 18/11/2011

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la conduite de la procédure n'a pas été satisfaisante à cause du fractionnement et de la non inscription au PPM*

### **3) Marché de fourniture de bureau pour un montant de 5 997 350 FCFA TTC attribué à MTC-DISTRIBUTION.**

Le présent marché a fait l'objet d'inscription sur le PPM et fait l'objet de fractionnement.

Le dossier de consultation est constitué d'une lettre d'invitation, d'une liste de fournitures de bureau à acquérir. Le dossier de DRP n'a pas été élaboré conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

L'ouverture des plis a eu lieu le 16 juin 2011. Après l'examen des offres, le candidat qualifié et moins disant a été désigné attributaire.

Les offres des soumissionnaires remises à la mission n'étaient composées que des factures proforma comprenant leur proposition financière.

Cinq fournisseurs ont été consultés par l'autorité contractante. Il s'agit de :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
ENTRAINEMENT TRADING	Cite CBAO n°E45	00411186Y1 DKAR Senegal	A 16429	77 183 90 62
MCT DISTRIBUTION	P.A U 3 villa q 34 Dakar			77 147 90 71
LEYLA TRADING	Almadie zone 11 lot C Dakar Senegal	0098154R1	2359A1988DKR	77 654 47 91 33 820 17 35
ESINTER	Cmberene quartier	42249112D6	SNDKR 2010C	77 532 46 12

	medina		8050	
AFIDIS	79, bis bd gneral de gaule	01368892B6	94 3961	33 822 94 69

Contrairement aux recommandations de l'article 78 (alinéa 3 b) les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics.

Le contrat passé entre l'AC et le prestataire n'a pas été retrouvé dans les documents remis à la mission. D'après le bordereau de livraison et le PV de réception, les fournitures ont été livrées le 12 août 2011. Aucun écart n'a été constaté, ni sur les délais ni sur les quantités.

Concernant le règlement du marché, une facture définitive sans numéro du 12 août 2011 d'un montant de 5 997 350 FCFA TTC a été déposée par le fournisseur. Le règlement a été fait par le Trésor à la suite du bon d'engagement n°11-576380 émis par le MTTTFAT.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'est pas satisfaisante à cause du fractionnement constaté et mis en évidence par le tableau récapitulatif des marchés vérifiés ci-dessus.*

#### **4) Marché de fournitures de bureau pour un montant de 172 929 FCFFA TTC attribué à WORLD SERVICES**

Ce marché n'est pas inscrit sur le PPM et a fait l'objet de fractionnement avec d'autres marchés de même nature comme illustré par le tableau ci-dessus.

Cinq (05) fournisseurs ont été invités par lettre n°1746/MTTTFAT/DAGE du 25/10/2011 adressée à 5 candidats. Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont listés ci-après :



Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
WORLD SERVICES	Lot n° 10 liberté 6 extension 1 <sup>er</sup> étage	41369681V1	SN DKR 2006A9371	33 867 40 54
FALL ABDOU LAHAT	67 rue vincent DAKAR SENEGAL	28318832B1	SN DKR 2007 A 16567	
BF TRADING SERVICES	Hlm2 villa n°679/B	01119222C1	SN DKR 2005 M1758	
ETS EL HADJ DOUDOU SOUGOU	Route des emasesxbldecc dakar	24712832C1	SN DKR A2676	33 832 39 54
DGI( delta groupe international )	03284022B6	03284022B6	SN DKR 2005M7188	33 821 69 34

L'ouverture des plis a eu lieu, selon le procès-verbal n° 1752/MTTTFAT/CAB/SAGE du 04/11/2011, le même jour à 10 H. Après examen des offres, la CM a désigné le moins disant comme attributaire. Le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Les offres déposées par les candidats consultés étaient composées de factures pro-forma qui ont été bien archivées.

Un PV de réception a été établi le 21/11/2011 2011 signé par les membres dont le DAGE, le comptable matière et le COF.

Pour les besoins de son paiement, le fournisseur a fait parvenir au SAGE/MTTTFAT sa facture définitive sans numéro qui a été traitée et transmise au Trésor qui a procédé au paiement.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure a été satisfaisante.*

#### **5) Marché de fournitures de bureau pour un montant 2 355 280 FCFFA TTC attribué à MADI BATIMENT SERVICES**

Ce marché figure sur le PPM mais fait l'objet de fractionnement.

Cinq (05) fournisseurs ont été invités par lettre n°1241/MTTTFAT/CAB/SAGE du 04/08/2011 adressé à 5 candidats.

Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont listés ci-après :

#### **Achat de fournitures de bureau**

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
MBS	Point E rue x av biragodiop	24722572B2	SN DKR 2005B4928	
ETS LINGUERE NGOUILLE FARMA	Hann fort B maristes lot n°7	03820862C1	2107A5754	
GFB	77 gibraltar 1	24345962B1	2004A15382	
ME CITE DIAMALAY E II	Villa n°139 TE	00493712R1	13486/91A	
SOGEI_TP	30, rue fleures DAKAR	267236002R2	SN DK 2006B1260	

A la séance d'ouverture des plis tenue le jeudi 11 août 2011 à 10h, 5 offres ont été reçues.

Le rapport d'évaluation de la commission d'évaluation, daté du 01 février 2011, est très sommaire et ne présente aucune analyse comparative sur des spécifications. L'analyse s'est basée essentiellement sur le prix. Les offres ne sont composées que de factures pro-forma sans lettre d'accompagnement. Le marché a été attribué au moins disant.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été signé et notifié le 12 août 2011. Un PV de réception des prestations a été établi le 20 septembre 2011 pour certifier que les fournitures ont été livrées. Il a été signé par une commission de trois personnes.

Le règlement du marché a été fait par le Trésor.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que le déroulement de la procédure n'est pas conforme à la réglementation pour cause de fractionnement.*

### **6) Marché de fournitures de bureau pour un montant 2 499 830 FCFFA TTC attribué à SERIGNE NAURY GAYE ;**

Il est financé sur le budget du MTTTFAT et figure sur le PPM. Il fait l'objet de fractionnement avec d'autres marchés figurant dans le tableau ci-dessus.

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre du 17/01/2011 adressée à 5 candidats. Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont listés ci-après :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
SENEGALAISES DES FOURNITURES	Djedda 2 plle n°48 pikine		90A12	33 934 05 19 33 834 05 19 77 54048 69
SERIGNE NAURY GUEYE	Rue de reims x marsat	22361582B1	2220A2003	33 823 35 71
KEUR SERIGNE FALLOU		29798312D1	SN DKR 084138	77 452 51 74
DABAKH SERVICES	SICAP liberte 3 villa n° 1999	045716R6	2000B1342	
MAGOU ENTREPRISE	Guinaw rail	20995D1	141-2004	

A l'ouverture des plis le 24 janvier 2011, 5 offres ont été reçues et analysées par la CM qui a désigné le moins disant comme attributaire.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été signé et notifié le 25 janvier 2011.

Le PV de réception des fournitures a été établi le 08 mars 2011 conformément au contrat et au bordereau de livraison n°004 du 08/03/11.

Le règlement du marché a été fait par le Trésor.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante à cause du fractionnement constaté.*

### **7) Marché de fournitures de bureau pour un montant de 5 999 946 FCFFA TTC attribué à GIE ELITE PRESTIGE INTERNATIONAL**

Il est financé sur le budget du MTTTFAT et ne figure pas sur le PPM. Il fait l'objet de fractionnement avec d'autres marchés comme le montre le tableau récapitulatif des DRP ci-dessus.

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre n°057/MTTTFAT/DAGE du 07/02/2011 adressée à 5 candidats. Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont listés ci-après :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
ELITE PRESTIGE INTERNATIONAL	10 123 sacre cœur 3 vdn	40057832V6	Sn 2009 C 2393	76 848 58 26
AC TECHNOLOGIE	G30 scat urban	2352417D6		
ROYAL GRAPHIC	Sacre cœur 3	20968751R1	Sn dkr2003M16281	33 867 19 52
MBOLO	Avenue jean jaures Dakar _ Sénégal	404 306 42V1	Sn DKR 2009 A 7550	77 250 23 39
VISION FUTUR SARL	44 sicap darabis	25801672C2	SN DKR 2006B3458	30 101 90 15

Un dossier de DRP n'a pas été élaboré conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. Des références à des marques « BIC, BLISTER, JACKY » ont été notées dans la liste des fournitures à acquérir.

A la séance d'ouverture des plis, 5 offres ont été reçues et analysées par les membres de la CM réunis le 24 janvier 2011 à 10h. Le moins disant a été choisi à l'issue de ces travaux. Toutes les offres ont été déclarées conformes alors que les vérifications effectuées mettent en évidence des erreurs de calcul qui n'ont pas été relevées. De même, sur l'offre de l'attributaire, un article manquant a été relevé. L'offre de ce dernier était de 5.999.946 FCFA TTC et après vérification elle est de 6.082.546 FCFA TTC. Elle reste néanmoins la moins disant.

Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été signé le 25 janvier 2011. La livraison a été faite le 1er juillet 2011 d'après le bordereau et la facture définitive, soit six mois après la signature du contrat.

Le règlement du marché a été fait par le Trésor.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante à cause du fractionnement constaté et le défaut d'inscription au PPM.*

#### **8) Marché de fournitures de bureau pour un montant 2 499 545 FCFFA TTC attribué à ETS NAURY GAYE ET FRERES**

Il est financé sur le budget du MTTTFAT et ne figure pas sur le PPM. Il fait l'objet de fractionnement comme le montre le tableau récapitulatif des DRP ci-dessus..

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre individuelle du 11 juillet 2011 pour la fourniture de 64 cartouches d'encre. Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont les suivants :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
DABAKH SERVICES	SICAP liberte 3 villa n° 1999	045716R6	2000B1342	
SENEGALAISES DES FOURNITURES	Djedda 2 plle n°48 pikine		90A12	33 934 05 19 33 834 05 19 77 54048 69
DIAPANDAL	2750 tallyboubess	04732252D1	10399	
SERIGNE NAURY GUEYE	Rue de reims x marsat	22361582B1	2220A2003	33 823 35 71
GIE LA VALLEE	Hamo v n°5235	2463252T6	SN DKR 95A629	

A l'ouverture des plis le 20 juillet 2011 à 10h, 5 offres ont été reçues. L'analyse s'est basée essentiellement sur le prix. Les offres ne sont composées que de factures pro-forma sans lettre d'accompagnement ni documents permettant d'apprécier les capacités techniques, juridiques et financières des candidats. L'offre la moins disant a été choisie. L'attributaire a été informé ainsi que les candidats non retenus par courrier individuel.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été signé le 20 juillet 2011 et enregistré le 17 août 2011. La livraison a été faite et un PV de réception a été établi le 17 août 2011. Des écarts n'ont pas été notés.

Le règlement du marché a été effectué par le Trésor

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante à cause du fractionnement constaté et du défaut d'inscription au PPM.*

#### **9) Fourniture de consommables informatiques pour un montant de 2 994 948 FCFFA TTC attribué à ETS DAROU RAHMANE.**

Il est financé sur le budget du MTTTFAT et figure sur le PPM. Il fait l'objet de fractionnement conformément au tableau récapitulatif des DRP ci-dessus.

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre individuelle du 17 janvier 2011 accompagnée de la liste des fournitures à acquérir. Les prestataires ayant soumissionné sont les suivants :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
SENEGALAISES DES FOURNITURES	Djedda 2 pple n°48 pikine		90A12	33 934 05 19 33 834 05 19 77 54048 69
<b>ETS DAROU RAHMANE</b>				
KEUR SERIGNE FALLOU		29798312D1	SN DKR 084138	77 452 51 74
DABAKH SERVICES	SICAP liberte 3 villa n° 1999	045716R6	2000B1342	
MAGOU ENTREPRISE	Guinaw rail	20995D1	141-2004	

A l'ouverture des plis le 25 janvier 2011 à 10h, 5 offres ont été reçues. Après examen des offres, le moins disant a été désigné et informé par lettre. Les candidats non retenus l'ont également été.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été signé le 26 janvier 2011. La livraison des fournitures a été faite le 05/08/2011 d'après le bordereau et le PV de réception, soit six mois après signature du contrat. Ce délai est manifestement excessif pour une fourniture de cette consistance.

Le règlement du marché a été fait par le Trésor

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante à cause du fractionnement constaté.*

### **10) Marché de Fournitures de consommables informatiques pour un montant de 699 976 FCFFA TTC attribué à ETS DAROU RAHMANE**

Le marché est inscrit sur le PPM mais a fait l'objet d'un fractionnement comme le montre le tableau récapitulatif des DRP ci-dessus.

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
DABAKH SERVICES	SICAP liberte 3 villa n° 1999	045716R6	2000B1342	
ETS DAROU RAHMANE	115 ruemarsat	23366852B1	1648A2004	77 634 07 51
DIAPANDAL	2750 tallybarbess	0473223D1	10399	33 834 05 19
CHEIKH MBENGUE	Cite capi n°97 Thiaroyeazur	01720152	3557	641 05 95
SFN				

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre n°1592 du 12/10/2011. A l'ouverture des plis le 20 octobre 2011 à 10h, 5 offres ont été reçues. Après examen des offres, le moins disant a été désigné et informé par lettre. Les candidats non retenus l'ont également été. Un contrat a été signé entre les parties le 20 octobre 2011.

La livraison des fournitures a été faite le 24 octobre 2011 d'après le bordereau et le PV de réception,

Le règlement du marché a été effectué par le Trésor

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été satisfaisante à cause du fractionnement constaté.*

### **11) Marché de travaux, de plomberie, d'électricité et de peinture pour un montant de 9 997 373 FCFFA TTC attribué à PRESS HIGH TECH.**

Il est financé sur le budget du MTTTFAT et figure sur le PPM. Il ne fait pas l'objet de fractionnement.

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre individuelle du 05/07/2011. Un dossier de DRP n'a pas été élaboré conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2011. Ce dossier ne contient pas de spécifications techniques relatives aux travaux à faire et aux fournitures à acquérir. Seule une liste sommaire des prestations a été jointe aux lettres d'invitation sans aucune autre précision.

Cette absence de dossier de DRP et de spécifications a fait que les soumissionnaires n'ont remis que des factures pro forma comprenant leur proposition financière. Ce qui n'est pas conforme à l'article 78 du CMP et la circulaire citée ci-dessus. Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont listés ci-après :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
PRESS HIGH TECH	Rue henry durand Dakar	24608302R2	SN DKR 2004B17249	33 823 62 83
GIE l'UNION	Golf Sud villa 17 A	29798232T6	2748	NEANT
EGTF	Rue Tolbiac, Dakar	0177536 2B1	82 A 2567	NEANT
ETS MAMADOU GAYE	RUE GalandouDIOUFxFleurus	223044652 B1	2002 A 1878	NEANT
KHADIM DIAKHATE	P.A. U9 Villa 78	22248642 F1	8374 A 2002	NEANT

Les travaux d'évaluation ont été conduits à l'ouverture des plis tenue le 14 juillet 2011. Le PV est très sommaire et ne présente aucune analyse comparative sur des spécifications qui auraient dues être mentionnées dans la DRP. L'analyse s'est basée essentiellement sur le prix. Les offres ne sont composées que de factures pro-forma sans lettre d'accompagnement ni documents permettant d'apprécier les capacités techniques, juridiques et financières des candidats. Le moins disant a été désigné attributaire.

Aucun courrier informant les candidats non retenus n'a été retrouvé dans les documents remis à la mission.

Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été signé le 14 juillet 2011. Le délai d'exécution n'y a pas été précisé.

Un PV de réception technique des travaux a été établi le 08 septembre 2011 et signé par les membres de la CM et le COF. La présence d'un technicien n'a pas été notée dans tout le déroulement du processus.

Le règlement du marché a été effectué par le Trésor.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure n'a pas été globalement satisfaisante.*



## 12) Travaux de désinfection et dératisation des locaux du cabinet et des différentes directions pour un Montant de 3 499 939 F CFFA TTC attribué à RABY MULTISERVICES.

Il est financé sur le budget du MTTTFAT et figure sur le PPM. Il ne fait pas l'objet de fractionnement.

Cinq fournisseurs ont été invités par lettre n°1135/MTTTFAT/CAB/SAGE du 04/07/2011 adressée à 5 candidats ; La réception des lettres d'invitation n'a pas été matérialisée. Un cahier de transmission de courrier n'a pas été mis en place. Aucun registre des marchés n'a été tenu pour enregistrer les retraits des dossiers de consultation et les dépôts d'offres..

Un dossier de DRP n'a pas été élaboré, conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2011, pour préciser les spécifications techniques.

Les soumissionnaires n'ont remis que des factures pro forma tenant lieu de proposition financière.

Les prestataires invités qui ont déposé des offres sont listés ci-après :

Soumissionnaire	Adresse	NINEA	Registre de commerce	Téléphone
RABY MULTISERVICES	Rue Marsat X Reims Dakar	439472222B1		77 459 07 76
SES	2720 Hlm Nimzath Dakar	04987921C1	SN DKR 2004M89	77 650 97 94
ESPACE GLOBAL	129, rue Moussé Diop X Felix Faure	01281092A1	338219531 Dakar	
BCI	P.A. U 20 villa n°036	09751462R1	SN DKR 2006A16	77 450 04 44
MENDA SERVICE	libertevl Dakar	25579842R1	2006A1147	

A l'ouverture des plis, 5 offres ont été reçues. Le PV n° 1139/MTTTFAT/CAB/SAGE du 13/07/2011 a été élaboré à l'issue de la réunion au cours de laquelle le moins disant a été désigné.

Les candidats non retenus ainsi que l'attributaire ont été informés par lettre individuelle du 13/07/2011. Il n'y a pas eu de publication de l'attribution à l'instar des autres DRP.

Le contrat entre l'AC et le prestataire a été signé et notifié le 13 juillet 2011. Il n'a été noté aucun PV de réception des prestations.

Il faut relever aussi que la procédure allant du dépôt des offres à la signature du contrat s'est déroulée ce même jour du 13 juillet 2011.

Le prestataire a remis une facture n° 23/2011 pour son règlement. Celle-ci a été certifiée par le SAGE. Le paiement du marché a été effectué par le Trésor.

### **Conclusions :**

*Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure a été globalement satisfaisante.*

## ***7.2. Audit de l'exécution financière***

### **7.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier**

Les travaux ont été réalisés au niveau du MTTTFAT pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société : les dépenses ont été prévues sur le budget.
- l'existence d'un Marché et/ou d'un Bon de commande : Toutes les acquisitions réalisées par le MTTTFAT ont fait l'objet de marchés et/ou de Bon de Commande,
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées : des bordereaux de livraison et des PV de réception ont permis de noter que les acquisitions ont été reçues au MTTTFAT, et la vérification au niveau de la comptabilité matière a permis de relever l'établissement de bons d'entrée et de sortie ainsi que des fiches de sortie.
- la pratique de prix normaux : les prix pratiqués sont compris dans les fourchettes des prix pratiqués sur le marché.
- la conformité du contrat et de son enregistrement : Les marchés signés entre l'autorité contractante et les prestataires sont conformes et comprennent les informations essentielles sur les obligations des deux parties. Ils ont tous fait l'objet d'enregistrement auprès des services fiscaux, à une exception près.
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect : Les clauses des marchés sont conformes et ont été respectées par les parties.

### **7.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière**

Les marchés vérifiés ont fait l'objet de paiement après exécution des prestations. Les vérifications ont été faites avec le trésor et ne montrent aucune anomalie dans le règlement.

### *7.3. Audit de l'exécution physique des marchés*

#### **7.3.1. Vérification de l'existence physique des acquisitions**

La vérification physique a été faite avec le gestionnaire du Ministère qui tient la comptabilité matière. La mission a procédé à la vérification des documents comptables qui lui ont été présentés. Les carnets de bons d'entrée et de sortie ainsi que les fiches de sortie ont été renseignées, mais des insuffisances ont été notées dans le journal des matières notamment sur l'enregistrement des sorties qui n'a pas été fait systématiquement après établissement de la fiche de consommation.

Avec l'avènement du nouveau Gouvernement, les acquisitions du MTTTFAT ainsi que ses équipements et matériels roulant ont été reversés au nouveau Ministère des Infrastructures et du Transport (MIT).

Le matériel, les équipements et toutes les fournitures de bureau du MTTTFAT et objet des marchés vérifiés, ont été reversés au MIT. Un procès-verbal a été établi à cet effet entre les comptables matières des deux structures. Tout ce qui figure sur le procès-verbal a été stocké dans deux magasins, un pour les matériels et équipements de bureaux et un pour les fournitures de bureau. Ces magasins sont très étroits et cette situation ne facilite pas les vérifications. Il y a lieu de trouver des salles plus grandes et aménagées avec des étagères, des équipements de stockage et de rangement pour éviter l'entassement et l'entreposage en vrac.

Des équipements et matériels de bureau ont été répartis et affectés à différents services. Il en est de même des fournitures de bureau pour lesquelles une bonne partie a été remise aux différents services du MTTTFAT pour leur fonctionnement. Ce qui peut être constaté sur les fiches et carnets de sorties du comptable matière de ce ministère.

## VIII. RECOMMANDATIONS

### *8.1. Recommandations sur le dispositif des marchés*

Nous recommandons de renforcer les capacités des membres de la Cellule de Passation des marchés dans la mesure où des faiblesses existent toujours malgré les formations reçues. Une meilleure maîtrise de la procédure de DRP est requise.

### *8.2. Recommandations relatives au fractionnement*

Nous recommandons de respecter les seuils de passation des marchés conformément aux articles 6, 53, 54 et 78 du CMP.

### *8.3. Recommandations relatives aux DRP*

Nous recommandons de mieux préciser les spécifications techniques dans les dossiers de DRP.

### *8.4. Recommandations relatives à la publication l'attribution définitive*

Nous recommandons la publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics.

### *8.5. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents du MTTTFAT en matière de passation des marchés*

Au vu du déroulement des activités de passation de marchés, il a été noté que les procédures ne sont pas bien maîtrisées, notamment par la CM et la CPM.

Nous recommandons que tout le personnel du MTTTFAT intervenant sur la chaîne de passation et d'exécution des marchés soit mieux formé et sensibilisé aux procédures du nouveau Code des Marchés publics, notamment les membres des CM et des CPM.

#### *8.6. Recommandations relatives au classement et à l'archivage*

Au vu de la dispersion des documents dans différents services en raison de la mise en place d'un nouveau ministère, il a été souvent difficile de faire le point sur les opérations de PM, nous recommandons alors de centraliser toute la documentation sur les marchés depuis l'élaboration du budget jusqu'à l'exécution définitive du marché, au niveau de la nouvelle CPM.

**IX. ANNEXE :**  
**LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES****AUDIT & EXPERTISE**Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat aux ComptesLiberté 6 Extension  
Immeuble Moustapha  
2ème Etage-Appart C  
B.P. 9048 Dakar/SENEGAL  
Tel: +221 33 867 68 00 / 02  
Fax : +221 33 867 68 01  
E-mail : gmac@orange.snSUARL au Capital de 1 000 000 F CFA  
R.C. SN -DKR-2005-M-517  
NINEA 228873 7 2S2

Dakar, le 24 Mai 2013

Monsieur le Ministre  
Des Infrastructures et des Transports  
Ex Camp Lat Dior Av Peytavin x Corniche Ouest  
DAKARObjet : Rapport de Revue Indépendante de la Passation des Marchés gestion 2011

Monsieur le Ministre,

Nous vous prions de trouver ci-joint, notre rapport provisoire portant sur la revue indépendante de la passation des marchés pour la gestion 2011 du Ministère des Transports Terrestres, des Transports Ferroviaires et de l'Aménagement du Territoire.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir vos observations sur ce rapport avant le **29 MAI 2013**.

Dans cette attente,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite Considération.

24 MAI 2013



Pour le Groupement GMS/ SSPM

Mame Thierno MBACKE  
Associé-GérantPJ :  
Rapport provisoire